

S'opposer aux fondamentalismes catholiques dans l'ex- Union soviétique : le cas de la Lituanie



S'opposer aux fondamentalismes catholiques dans l'ex-Union soviétique : le cas de la Lituanie

Center for Equality Advancement (Lygijų galimybių pletros centras,
Centre pour la promotion de l'égalité)

Virginija Aleksejūnė, Margarita Jankauskaitė
et Vilana Pilinkaitė-Sotirovičs

Ces deux dernières décennies, la Lituanie a fait l'objet d'une profonde transformation sociale, économique et politique. Dans ce climat de changement rapide et souvent déstabilisant, l'Église catholique a voulu donner un sentiment de continuité et de familiarité, renforçant ainsi sa mainmise sur les institutions sociales et politiques de la Lituanie. Les campagnes orchestrées par l'Union européenne (UE) pour éliminer toute discrimination contre les minorités et les familles non traditionnelles se sont heurtées aux exhortations des fondamentalistes à préserver la famille traditionnelle et le mariage en tant que valeur culturelle nationale. Dans ce contexte, beaucoup d'ONG sont confrontées à une série de facteurs qui entravent les campagnes progressistes contre la politique fondamentaliste, notamment le manque de ressources et la dépendance du financement public, un manque de coopération entre les organisations de la société civile et l'absence d'un vaste soutien populaire. Le présent document examine les stratégies utilisées par le Center for Equality Advancement, une organisation locale des droits des femmes, pour intervenir dans les débats parlementaires sur le projet de loi National Family Policy Concept [de politique nationale de la famille], ouvertement discriminatoire à l'égard des mères célibataires et des familles non traditionnelles.

Contexte

En Lituanie, l'attrait du fondamentalisme religieux plonge ses racines dans les craintes d'incertitude et de déplacement suscitées par le bouleversement social, politique et économique. En moins de 20 ans, la Lituanie a évolué d'une République soviétique à un État économiquement affaibli, avant de devenir une nation de plus en plus prospère et ouverte. En 2004, elle est entrée dans l'UE. Avec la mobilité accrue des migrants/es

et des travailleurs/ses entrant dans et sortant du pays, la crainte d'un changement rapide et de bouleversements sociaux perturbe beaucoup de gens et le message du fondamentalisme religieux leur donne des repères.

Depuis l'indépendance de la Lituanie, l'Église catholique et ses alliés/es politiques tentent de guider le pays selon des politiques sanctionnées par l'Église, reconnues conformes à l'identité nationale et aux traditions lituaniennes. L'adhésion à l'UE a fait craindre aux fondamentalistes un affaiblissement de la religion et de la tradition, parce que la programmation européenne encourageait le pays à suivre la voie de la tolérance et de la laïcité. Ainsi, l'UE a financé une série de programmes sociaux et de campagnes de sensibilisation du public visant à renforcer la diversité, à lutter contre la discrimination à l'égard des minorités et à aider les familles non traditionnelles. Ces idées sont un anathème pour les fondamentalistes religieux en Lituanie, qui considèrent qu'elles affaiblissent les fondements de la nation.

L'histoire de la Lituanie se souviendra de la période 2007-2009 comme d'une époque où les forces réactionnaires ont renforcé leur emprise sur les institutions sociales et politiques. Affirmant défendre les familles traditionnelles et les valeurs nationales, des politiciens/nes et organisations conservateurs/trices, chrétiens/nes-démocrates et populistes ont œuvré pour intensifier la discrimination systémique contre les minorités ethniques ou nationales, les homosexuels/les, ainsi que les mères célibataires et non mariées. L'adoption du projet de loi Prevention of Domestic Violence Concept [de prévention de la violence domestique] a été suspendue, entre autres mesures réactionnaires, malgré l'incidence dramatique de la violence domestique en Lituanie. Pendant cette période, le ministre de la justice et un groupe de parlementaires ont entamé l'examen d'un projet de loi intitulé Protection of the Embryo in the Prenatal Phase [protection de l'embryon pendant la phase prénatale], au titre duquel l'avortement serait légal uniquement dans les cas qui présentent un danger pour la vie ou la santé de la mère, et pour les grossesses résultant d'un viol ou d'un inceste. La Parliamentary Commission of Family and Child Affairs [Commission parlementaire des affaires familiales et de l'enfance] a également présenté un amendement de la Law on the Negative Impact of the Mass Media on Minors [loi concernant l'impact négatif des massmedias sur les mineurs], visant à interdire la diffusion d'informations concernant les relations homosexuelles, au motif qu'elles nuisent au développement physique, mental et moral des mineurs, vont à l'encontre de l'intérêt public et mettent en danger les valeurs de la famille traditionnelle.

Influence politique de l'Église catholique

Le terme fondamentalisme religieux peut avoir plusieurs significations,

mais les mots utilisés par Karen Armstrong, auteure et ancienne religieuse catholique, pour décrire le phénomène cernent la situation en Lituanie : « Fundamentalism represents a kind of revolt or rebellion against the secular hegemony of the modern world. Fundamentalists typically want to see God, or religion, reflected more centrally in public life. They want to drag religion from the sidelines, to which it's been relegated in a secular culture, and back to centre stage. [Le fondamentalisme constitue une sorte de révolte ou de rébellion contre l'hégémonie laïque du monde moderne. Dans l'ensemble, les fondamentalistes voudraient que Dieu ou la religion occupe une plus grande place dans la vie publique. Ils veulent sortir la religion du rôle secondaire où elle a été reléguée dans la culture laïque et la remettre à l'avant-plan.] »¹. Dans toute l'Europe, le fondamentalisme religieux est souvent considéré comme une question extérieure ou un phénomène associé aux musulmans. Dans cette optique, le fondamentalisme religieux ne pourrait pas, en principe, venir de l'intérieur du continent, puisque l'UE repose sur des valeurs démocratiques et le respect des droits humains, elle encourage les principes de diversité, de non-discrimination et d'égalité entre les hommes et les femmes. Comme dans les autres pays de la région, cependant, les évolutions récentes en Lituanie indiquent que le fondamentalisme religieux est en fait une question interne et doit être abordée comme telle.

La [constitution](#)² dispose que la République de Lituanie est un État laïc, mais en pratique, plusieurs aspects de la vie politique incitent à mettre de cette affirmation en doute. Bien que la constitution reconnaisse huit autres religions traditionnelles en Lituanie, seule la religion catholique est professée dans les écoles publiques. Les prêtres catholiques siègent dans la plupart des conseils et comités sociaux qui examinent les questions éthiques, éducatives et même des droits de la reproduction, tandis que la conférence des évêques s'immisce sans cesse dans les débats politiques et bat le rappel contre l'avortement, la cohabitation et le partenariat homosexuel. Des représentants/es de l'Église siégeaient aussi dans les groupes de travail qui ont élaboré les programmes d'éducation sexuelle et la stratégie de la politique nationale de la famille. Avec autant de possibilités de participer à des forums relatifs aux intérêts sociaux, la forte influence de l'Église catholique sur les politiques sociales et les politiciens/nes de Lituanie n'a rien de surprenant.

D'après les sondages d'opinion, l'Église catholique est considérée comme une institution honnête et digne de foi. Pour gagner la confiance de la population, les partis élaborent leurs politiques de façon à se montrer solidaires avec l'Église. Les partis conservateurs soutiennent ouvertement la position de l'Église et s'opposent aux partenariats homosexuels, aux droits de santé génésique et à l'éducation sexuelle. Pour éviter de s'opposer publiquement à l'Église catholique, les forces libérales cèdent

également aux tendances conservatrices en ces matières. De nombreux parlementaires ont ouvertement exprimé leurs points de vue homophobes et soutenu une législation intolérante. En 2005, le journal Respublika a publié l'avis de chaque parlementaire sur l'homosexualité, que l'Église catholique de Lituanie dénonce comme un comportement déviant. 89 parlementaires ont soutenu la position de l'Église et exprimé leur hostilité à l'homosexualité, affirmant qu'elle est contre la nature humaine et la famille. Quatorze parlementaires seulement se sont opposés à l'Église et 16 autres n'ont pas pris position.

En 2006, la Commission of Family and Child Affairs [Commission des affaires familiales et de l'enfance], présidée par la députée Rima Baskiene du Peasant and People's Party [Parti paysan populaire] (autrefois le Women's Party [Parti des femmes]) a ouvertement soutenu la position de l'Église catholique contre l'homosexualité et a mis en garde l'Ombuds-person of Equal Opportunities [médiateur de l'égalité des chances] contre toute interférence dans le conflit concernant l'exposition Life Together: Modern Traditional/Non-Traditional Family [Vivre ensemble : famille moderne traditionnelle ou non traditionnelle]. D'après Rima Baskiene, les responsables qui traitent des questions sensibles comme l'homosexualité doivent ignorer la législation anti-discrimination et agir plutôt en vertu des traditions et des valeurs morales de la nation.

En 2007, année européenne de l'égalité des chances pour tous, la Lituanie a été le premier pays à interdire l'entrée du « camion anti-discrimination », qui faisait partie de la campagne européenne « Pour la diversité, contre la discrimination ». Par ailleurs, le gouvernement municipal de Vilnius a refusé d'autoriser la toute première 'gay pride' de la ville. En réaction, des ONG des droits humains ont envoyé des pétitions à une série d'organes internationaux et déposé des plaintes auprès des bureaux du médiateur et du procureur général. En 2008, la situation s'est répétée malgré les critiques de l'Union européenne concernant l'homophobie en Lituanie.

En juin 2007, le ministère de la sécurité sociale et du travail a élaboré de nouveaux amendements à la loi sur l'égalité des chances, en réponse à un rapport officiel de la Commission européenne (CE) constatant la non-transposition par le parlement des dispositions des directives européennes 2000/43/CE et 2000/78/CE relatives à la non-discrimination et à l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail. Après de longues discussions houleuses, la loi sur l'égalité des chances a été amendée en juin 2008 et l'influence des politiciens/nes conservateurs/trices s'est traduite par des dérogations pour l'Église catholique. Les amendements prévoient que les dispositions de la loi ne s'appliqueraient ni à l'Église catholique (et autres organisations religieuses), ni à aucune institution ou

établissement sous le contrôle de l'Église, exemptant dès lors les organisations de services sociaux et les écoles catholiques. Dans ces domaines d'activité, la loi sur l'égalité des chances n'est pas en mesure de protéger les droits des femmes, des travailleurs et travailleuses LGBT et d'autres minorités. D'après Vilija Blinkeviciute, ministre de la sécurité sociale et du travail, ces amendements ont été discutés et examinés avec les responsables de l'Église catholique.

Les amendements de la loi fixent également une compensation pour la discrimination et comprennent une disposition importante permettant aux ONG, aux associations et autres entités légales de défendre l'intérêt public devant les tribunaux. Dix organisations non gouvernementales des droits humains ont demandé au président de la Lituanie, au parlement et à la cour constitutionnelle de supprimer les dispositions permettant aux organisations religieuses de pratiquer la discrimination et d'enfreindre dès lors la constitution de la Lituanie et la Law of Religious Communities [loi des communautés religieuses], mais aucune réponse officielle n'a été donnée en la matière.

Préserver la famille traditionnelle en tant que valeur culturelle nationale

L'importance de la famille dans la société est inscrite dans la constitution de la Lituanie adoptée en 1992. Depuis cette époque, les démographes et les spécialistes en sciences sociales qui analysent l'évolution de la population dans le pays observent un déclin démographique dans la société lituanienne, l'ajournement du mariage, le déclin de la famille traditionnelle, l'émergence de nouvelles formes de famille, des taux élevés de divorce, un recours accru à la contraception et une baisse du taux de fécondité. Les recommandations pour remédier à ce déclin démographique sont notamment l'introduction de vastes politiques familiales durables, dont l'égalité entre les hommes et les femmes est l'un des principes directeurs, mais les politiques lituanienues ont pour objectif premier de préserver la famille traditionnelle (culturellement définie comme un homme et une femme mariés et leurs enfants).

Depuis 2004 et l'accession de la Lituanie à l'Union européenne, les politiciens/nes des partis conservateurs, de droite et populistes ont ouvertement rejeté les politiques favorisant l'égalité entre les hommes et les femmes, et intensifié leurs appels à préserver la famille traditionnelle et le mariage en tant que valeur culturelle nationale. La diversité des modèles familiaux et le contrôle de la fécondité sont souvent interprétés comme des menaces pour la nation et l'État lituanien. De ce fait, les politiques familiales pratiquent la discrimination contre les couples non mariés qui cohabitent et les couples homosexuels, elles stigmatisent les mères célibataires et

aggravent la pauvreté des parents célibataires (généralement des mères) et de leurs enfants après un divorce.

En juin 2008, le parlement a approuvé le projet de loi National Family Policy Concept [de politique nationale de la famille], qui définit comme sujets de l'État uniquement les familles basées sur le mariage d'un homme et d'une femme, et qui peut donc être utilisé pour refuser la reconnaissance publique et une aide aux familles qui sortent de cette norme. Ce projet de loi se traduirait non seulement par l'exclusion sociale et la stigmatisation, mais il accroîtrait aussi le risque pour les femmes de vivre dans la violence et la pauvreté. Par exemple, une femme qui vit avec un mari violent pourrait hésiter à demander le divorce, parce que ses enfants et elle ne seraient pas considérés comme une famille en vertu de la nouvelle définition élargie de l'État.

Malgré les avis critiques de la presse, des intellectuels/les, des activistes sociaux/ales et des spécialistes en sciences sociales, le parlement a approuvé le projet de loi National Family Policy Concept [de politique nationale de la famille]. Deux semaines avant le vote, le doyen de la cathédrale de Vilnius a encouragé ses ouailles à prier pour l'adoption du projet de loi. Les politiciens/nes ont entendu cette prière ou, plus précisément, sa menace à peine voilée. Conscients/es que les prêtres exercent une influence considérable dans les petits villages lituaniens et que les paroissiens/nes leur demandent conseil concernant les questions politiques, les politiciens/nes ont compris que la désobéissance à cet ordre pourrait leur valoir des problèmes aux élections législatives, prévues pour l'automne 2008. Invité à présenter son programme après les récentes élections, le nouveau président du parlement (issu du parti populiste) a dit que son programme était bref : il voulait appliquer les dix commandements.

Rôle des ONG dans la lutte contre le fondamentalisme religieux lituanien

Le secteur des ONG en Lituanie est devenu de plus en plus actif et visible, et est à l'origine d'une évolution lente mais profonde de la société. Les ONG jouent un rôle déterminant dans l'élaboration d'une législation novatrice, en siégeant dans les commissions et en conseillant le gouvernement, mais leur influence dans d'autres domaines est limitée. Pour les organisations qui plaident pour l'égalité, les droits humains et la non-discrimination, de nombreux problèmes entravent l'efficacité de leur travail, notamment un financement limité, la dépendance du financement public, le manque de coopération avec le gouvernement et entre les organisations, et l'absence de participation du public. Les ONG du monde entier ont du mal à trouver des sources de financement stables, mais en Lituanie le manque de financement institutionnel s'ajoute à une faible tradition de philanthropie.

Quand la Lituanie est entrée dans l'UE en 2004, le flux des fonds de donateurs étrangers a nettement diminué. Par exemple, en 2000, les donateurs étrangers ont versé 60 millions EUR aux ONG lituaniennes. En 2005, ce montant n'était plus que de 25 millions EUR. L'intervention du gouvernement pour remplacer certains financements perdus a créé un nouveau problème : de nombreuses ONG qui dépendent aujourd'hui largement du financement public hésitent à critiquer le gouvernement. Les stratégies visant à s'opposer au fondamentalisme religieux ne recevront presque certainement pas de soutien financier de l'État. Certains groupes, qui s'efforcent d'obtenir un financement du gouvernement, estiment qu'ils sont en concurrence directe avec des alliés/es potentiels/les et renoncent aux occasions de coopérer. Cette dynamique se traduit par l'absence d'une approche intégrée pour lutter contre la discrimination.

Parmi les organisations de femmes, une disparité d'objectifs empêche de former un front fort et uni. Peu d'organisations lituaniennes de femmes adhèrent aux idéaux féministes ; en fait le terme « féminisme » a une connotation négative dans ce contexte. Beaucoup de groupes de droits des femmes définissent leur fonction selon le service qu'elles fournissent (par exemple l'aide aux femmes battues ou la collecte de dons pour les enfants) et ne s'attaquent pas aux questions structurelles comme les droits de la reproduction des femmes ou les droits des gays. Ainsi, certaines ONG de droits des femmes ont refusé de participer à des initiatives pour s'opposer au projet de loi National Family Policy Concept [de politique nationale de la famille].

Sans doute n'y a-t-il aucune barrière plus importante pour entraver l'efficacité du travail des ONG des droits des femmes que l'absence de base politiquement active. Hormis l'Église catholique, qui est très active politiquement, peu d'organisations qui s'occupent de plaider bénéficient d'un vaste soutien ou comptent de nombreux membres. Dans d'autres pays, notamment aux États-Unis, les églises sont des centres importants d'organisation politique et communautaire, mais beaucoup de ces pays ont aussi une solide tradition d'activisme de terrain. La Lituanie en revanche est un État postsoviétique et, à l'époque soviétique, l'engagement politique individuel n'existait pas. Les générations qui ont grandi sous le régime soviétique sont donc passives et attendent de l'État qu'il fasse le premier pas plutôt que de prendre elles-mêmes des initiatives politiques.

L'Église catholique se targue d'avoir la plus grande organisation de base du pays, sans équivalent/e, mais ses idéaux conservateurs en font l'une des plus grandes entraves au progrès en matière d'égalité entre les hommes et les femmes et de droits des gays. Sans pouvoir compter sur leur propre base de partisans, les ONG progressistes qui s'occupent de plaider n'ont aucun moyen de promouvoir leur agenda. Par exemple,

la National Family and Parents Association [Association nationale de la famille et des parents], une proche alliée de l'Église catholique, a lancé une campagne contre le programme d'égalité *Gender Loops* dans l'enseignement préscolaire. Un des modules du programme abordait brièvement la tolérance à l'égard des gays, en termes appropriés à l'âge, racontant un conte à propos d'un roi et de son roi. Les représentants/es de l'Église catholique ont semé la panique concernant le programme et d'autres organisations conservatrices se sont jointes à cet effort. Quand les organisations de femmes et des droits humains ont fait part de leurs préoccupations au ministre de la sécurité sociale et du travail, chargé de la mise en œuvre et du respect des mesures d'égalité, il a franchement dit que leurs opinions n'avaient aucune importance pour lui et qu'il n'avait pas l'intention de réagir. Comme les ONG ne bénéficient pas du soutien d'une vaste base populaire en Lituanie, elles ne sont pas en mesure de mobiliser en contactant des électeurs qui partagent leurs idées, en organisant des campagnes de rédaction de lettres ou en appliquant d'autres stratégies couramment utilisées dans des pays qui ont un passé plus long d'organisation de base.

Réponse du Center for Equality Advancement : exemple de campagne contre les initiatives de l'Église catholique

Le Center for Equality Advancement (Centre pour la promotion de l'égalité) ne craint pas de critiquer les politiques et les propositions défendues par l'Église catholique et les politiciens/nes conservateurs/trices, agissant en son nom au parlement et au gouvernement. En fait, beaucoup de nos projets visent à résister aux initiatives conservatrices, anti-femmes et anti-famille lancées par les fondamentalistes religieux de Lituanie. Mais toute campagne contre les initiatives soutenues par l'Église est entravée par l'absence d'une vaste base, un financement limité et la difficulté d'attirer l'attention de la presse en cette époque de saturation médiatique. Dès lors, nous devons choisir nos combats stratégiquement et faire preuve de créativité dans le choix de nos moyens.

Au printemps 2008, quand le parlement a entamé les débats sur le projet de loi National Family Policy Concept [de politique nationale de la famille], en commission pendant des mois, nous avons estimé que l'heure était venue d'agir. Le projet de loi ne constituait pas seulement une grave menace pour les femmes et les familles non traditionnelles, mais, à la différence d'autres initiatives discriminatoires et réactionnaires soutenues par les fondamentalistes catholiques, il influencerait clairement et directement de larges pans de la société lituanienne. Nous avons estimé qu'une campagne contre le projet de loi National Family Policy Concept [de politique nationale de la famille] était la chose à faire et pouvait susciter plus d'attention que d'autres campagnes entreprises précédemment.

La première partie de notre stratégie pour attirer l'attention des médias sur le projet de loi National Family Policy Concept [de politique nationale de la famille] consistait en une campagne de cartes postales imprimées pour la fête des mères et reprenant des informations pour sensibiliser les journalistes au fait que la maternité est souvent synonyme de pauvreté en Lituanie. Ces informations ont attiré l'attention des médias parce que les journalistes cherchaient quelque chose d'original qui se différencierait des actualités générales et de la masse des formules fleuries et mielleuses de la fête des mères. Nous avons ensuite utilisé la couverture médiatique pour aborder les conséquences de ce projet de loi, qui était une agression manifeste contre les mères et les familles.

Quand le parlement a entamé les débats sur le projet de loi, nous sommes passés/es à la deuxième phase de notre stratégie. Avec d'autres ONG des droits des femmes (notamment The New Generation of Women Initiative, Vilnius Women's House, Tolerant Youth Association, Lithuanian Family Planning and Sexual Health Association, Kaunas Women's Association, Youth Center In Corpore et The New Left 95), nous avons organisé une veille devant le parlement. Quelques dizaines de manifestants du CEA et de groupes alliés portaient des panneaux exhortant les parlementaires à ne pas approuver le projet de loi discriminatoire National Family Policy Concept [de politique nationale de la famille]. Certains aspects des protestations ont donné des images intéressantes et bénéficié d'une large couverture médiatique. Ainsi, nous avons collecté un tas de jouets d'enfant qui « manifestaient » aussi devant le parlement et nous avons accroché des slogans aux jouets, demandant que les partenaires cessent de pratiquer la discrimination contre les femmes et les enfants. Nous avons également fait de la musique à la manifestation, prononcé des discours et procédé à une parodie de cérémonie de mariage.

Nos efforts ont été payants. Les manifestations sont parvenues à attirer l'attention des journalistes et des intellectuels/les progressistes se sont joints/es aux débats, donnant plus de poids à nos arguments. Les médias en général ont assuré une bonne couverture de la question, faisant office de canal d'information important. De nombreux articles imprimés et sur Internet ainsi que des éditoriaux ont été consacrés au projet de loi et à ses conséquences, et le personnel du CEA a été contacté à plusieurs reprises, pour faire des commentaires et une analyse. Nous n'étions guère nombreux/euses, mais la publicité faite à notre stratégie a attiré l'attention des citoyens/nes et des médias sur une proposition de loi jusque là non controversée. Nous avons pu montrer que derrière les jolies phrases doucereuses concernant le soutien aux familles, il y avait un projet de loi qui porterait atteinte aux droits humains et stigmatiserait les femmes et les enfants. Le projet a finalement été adopté, mais nous avons le sentiment que notre campagne, qui a suscité un dialogue sociétal et médiatique inexistant auparavant, a remporté un certain succès.

Par rapport à la machine de l'Église catholique, notre campagne était petite et limitée, mais nous avons pu attirer les médias et la presse pour diffuser nos informations à une échelle nettement plus vaste que prévu. Nos actions n'ont pas empêché l'adoption de la loi, mais nous avons pu sensibiliser à ce problème, ce qui s'est avéré important lors des récentes élections législatives et de la formation de la nouvelle coalition au pouvoir. Il faut reconnaître cependant que toutes les critiques de l'Église catholique ont été redirigées vers les parlementaires. Minimisant stratégiquement son ingérence dans les questions politiques, l'Église est parvenue une fois encore à esquiver la critique directe. Le fondamentalisme religieux en Lituanie est dès lors comme un caméléon, difficile à déceler et à attraper.

Étapes suivantes : prochains combats contre le fondamentalisme en Lituanie

Dans le contexte lituanien, l'Église catholique prétend défendre l'identité nationale et être la seule organisation qui s'est franchement opposée à l'occupation soviétique. De ce fait, elle peut efficacement faire passer toute opposition à son autorité morale comme une propagation de valeurs amORALES. Dans un combat idéologique, la manipulation du discours public est une tactique cruciale et il est désormais courant en Lituanie d'utiliser la rhétorique des valeurs traditionnelles aux fins de rationaliser l'intolérance à l'égard des autres. Lorsque l'on examine les stratégies et les actions pour s'opposer à l'Église, l'aspect le plus difficile est de trouver un équilibre entre la capacité à attirer l'attention (c'est-à-dire obtenir une couverture médiatique) et exprimer une position morale forte, en vue de contrer l'opposition des partisans de l'Église.

Pour reprendre les paroles de James Lull, l'hégémonie suppose que les hommes et les femmes marquent leur accord à être gouvernés/es par des principes, des règles et des lois qu'ils/elles croient dans leur meilleur intérêt, même si ce n'est pas le cas dans la pratique. Le consentement social peut être un moyen de contrôle plus efficace que la coercition ou la force. Un groupe social peut consolider sa suprématie sur les autres s'il peut montrer ou prouver que ses objectifs et ses intentions correspondent aux objectifs communs. En Lituanie, l'objectif commun de défendre la famille traditionnelle sauvegarde les solides bases de la nation. Il est difficile de trouver un objectif plus « naturel » et fédérateur.

Lorsque l'on étudie une contre-stratégie, il faut concevoir des projets faciles à comprendre et à soutenir par des approches populistes. Nos actions dans le cas présent ont consisté à évoquer un souci commun du bien-être des enfants en soulignant que les parlementaires qui allaient voter pour le projet de loi National Family Concept [de conception nationale de la famille] priveraient en réalité les enfants élevés par des mères

célibataires ou dans des familles non traditionnelles, de la reconnaissance du fait qu'ils grandissent dans une famille.

En Lituanie, l'Église catholique s'occupe non seulement des questions spirituelles, mais également de renforcer son pouvoir économique et politique. Notre réponse à l'attrait du fondamentalisme en Lituanie doit consister à reconnaître que la religion et la spiritualité ont un rôle dans le domaine personnel, social et politique, mais que leur rôle doit changer en Lituanie. Comme l'a dit un jour le Dr Martin Luther King, Jr., « [t]he Church must be reminded that it is not the master or the servant of the state, but rather the conscience of the state. [[i]l faut rappeler à l'Église qu'elle n'est pas la maîtresse ni la servante, mais plutôt la conscience de l'État] ». Il faudra à cet effet un changement d'attitude radical à l'égard de l'Église. Une mobilisation plus vaste et efficace sur le terrain est un aspect crucial de toute tentative de changer l'opinion publique contre le rôle actuel de l'Église, au même titre que l'efficacité accrue en matière de travail de proximité et de collaboration à des objectifs communs avec les éléments modérés au sein de l'Église catholique.

Il est nécessaire aussi de trouver des moyens pour unir les efforts de la société civile non seulement pour des questions qui concernent les droits des femmes, mais également pour combattre d'autres formes de discrimination. Seul un effort consolidé peut nous aider à lutter efficacement contre le fondamentalisme religieux. Le CEA a entrepris des efforts pour créer une coalition d'organisations alliées qui s'attaqueraient ensemble aux questions relatives aux groupes minoritaires et exclus. Enfin, nous devons faire preuve de plus de créativité et de dynamisme en matière de collecte de fonds et admettre que sans sources de financement stables, nous ne pourrions pas mettre en œuvre une stratégie efficace contre le fondamentalisme religieux en Lituanie. Notre stratégie à long terme est tournée vers l'avenir. Les résultats ne se concrétiseront pas du jour au lendemain ni même ces prochaines années, mais nous sommes persuadés/es qu'avec le temps et avec une stratégie cohérente, nous renforcerons la réponse au fondamentalisme des organisations des droits des femmes et des groupes alliés en Lituanie.

Biographies des auteures

Virginija Aleksejune est directrice exécutive du Center for Equality Advancement à Vilnius en Lituanie depuis 2003. Elle est responsable de la planification stratégique de la gestion du budget et du personnel. Au cours de ces neuf années de travail dans le domaine de l'égalité des sexes et de la non-discrimination, Virginija a géré plus de 50 projets nationaux et internationaux, et effectué des recherches sur l'égalité entre les hommes et les femmes, la discrimination multiple, l'inclusion des groupes socialement exclus, la tolérance et la diversité. Elle a également organisé des formations pour les enseignants, les fonctionnaires et les employeurs, sur la tolérance, la non-discrimination et les droits humains en Lituanie et à l'échelle internationale (Géorgie, Ukraine).

Margarita Jankauskaite, docteure, travaille comme chef de projet au Center for Equality Advancement depuis 2003. Elle est chargée de concevoir des initiatives et d'analyser les politiques dans les domaines de la discrimination multiple, de l'égalité entre les hommes et les femmes, de l'intégration de la dimension de genre, des droits des femmes et de la non-discrimination. En qualité de chef de projet au CEA, elle a organisé des formations en matière de non-discrimination pour les fonctionnaires, les enseignants et le personnel dirigeant des ONG. Margarita a également beaucoup travaillé à des projets relatifs à l'égalité entre les hommes et les femmes et à la violence faite aux femmes, à la fois à l'échelle internationale (au Kirghizistan, en Géorgie et en Ukraine) et en tant qu'experte nationale. En qualité de chercheuse, elle a participé à des projets qui explorent le recoupement de différentes formes de discrimination en matière de genre, d'ethnicité et de sexualité. Margarita est également maîtresse de conférences à temps partiel à la European Humanities University. Par ailleurs, elle est souvent citée dans la presse lituanienne concernant les questions d'égalité entre les hommes et les femmes, et l'exclusion sociale des groupes marginalisés. Elle est titulaire d'un doctorat en sciences humaines et d'un diplôme d'histoire de l'art de l'Académie des beaux-arts de Vilnius.

Vilana Pilinkaite-Sotirovics, docteure, est coordonnatrice de projet au Center for Equality Advancement et maîtresse de conférences en histoire du genre à la European Humanities University depuis 2005. Sa recherche porte sur les droits humains et les politiques d'égalité entre les hommes et les femmes dans l'UE et en Lituanie. Elle a mené de vastes études sur la qualité des politiques de genre et d'égalité, ainsi que sur les mécanismes généraux et l'égalité entre les hommes et les femmes, le chômage, la citoyenneté intime et la violence sexiste. En 2008-2009, elle a publié un article intitulé « Paradoxes of Gender Equality in Lithuania: Violence against Women and Equal Opportunities » dans *Feminist Conversations: Women, Trauma and Empowerment in Post-Transitional Societies*, Dovile Budryte, Lisa M. Vaughan et Natalya T. Riegg (Editors), Lanham, MD: University Press of America, 2008, et un autre, qu'elle a cosigné avec sa collègue Dovile Budryte, « Lithuania: Progressive legislation without popular support » dans *Minority rights in Central and Eastern Europe*, Bernd Rechel, (Editor), London, New York: Routledge, 2009.

Biographie de l'organisation

Le Center for Equality Advancement/Lygių galimybių plotros centras est une ONG constituée en 2003. Le CEA met en œuvre divers projets pour promouvoir la justice sociale et l'égalité. Le CEA vise à promouvoir les valeurs d'une société ouverte et démocratique en encourageant la tolérance et le dialogue entre les hommes et les femmes, en réduisant l'exclusion sociale et en luttant contre la discrimination fondée sur le

sexe, l'âge, la race, l'ethnicité, l'orientation sexuelle ou le handicap. Le CEA organise des séminaires, des campagnes publiques, prépare des publications, fait de la recherche et présente des recommandations pour améliorer les politiques d'égalité entre les hommes et les femmes, de l'égalité des chances et d'inclusion sociale. www.gap.lt

Notes de fin :

¹ Jim Wallis, « *Fundamentalism and the Modern World: A dialogue with Karen Armstrong, Susannah Heschel, Jim Wallis, and Feisal Abdul Rauf* », *Sojourners Magazine*, mars-avril 2002.

² La version anglaise de la constitution de la république de Lituanie est disponible sur le site Web officiel du parlement lituanien : www3.lrs.lt/home/Konstitucija/Constitution.htm. La version française est disponible sur : <http://mjp.univ-perp.fr/constit/lt1992.htm>